



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de la  
protection des populations de la Drôme**

Service Protection de l'Environnement  
33, avenue de Romans  
B.P. 96  
26000 Valence

Valence, le 09/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EARL BARBEYER FRERES**

Chemin de L'Isle  
26400 Allex

Références : MR/2024-02564  
Code AIOT : 0052600029

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/08/2024 dans l'établissement EARL BARBEYER FRERES implanté Chemin de L'Isle 26400 Allex. L'inspection a été annoncée le 30/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL BARBEYER FRERES
- Chemin de L'Isle 26400 Allex
- Code AIOT : 0052600029
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation composée de 5 bâtiments de production de volailles et d'un atelier cunicole pour la reproduction et l'engraissement. Les bâtiments d'élevages ont été recouverts de panneaux photovoltaïques. Le nombre maximal d'animaux est fixé à 132 000 poulets.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Fertilisation
- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
3	Généralités	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
4	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
6	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
7	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 > I.	Sans objet
8	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31 > I.	Sans objet
9	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33	Sans objet
10	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Sans objet
11	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	Sans objet
12	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet
13	Installations classées au titre de la rubrique 3660	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet
14	(4718) Gaz inflammables liquéfiés	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 1.4	Sans objet
15	(4718) Gaz inflammables liquéfiés	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.3	Sans objet
16	(4718) Gaz inflammables liquéfiés	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.5	Sans objet
17	(4718) Gaz inflammables liquéfiés	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est bien entretenue, absence de non conformité. Les exploitants ont diminué la densité de l'élevage de volailles ainsi le taux de mortalité est faible dans cette installation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Documents
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :- le registre des risques (art. 14) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de

calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;- les bons d'enlèvements d'équarrissage (cf. article 34).Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

**Constats :**

Conforme, l'exploitant a présenté à l'inspection: le plan d'épandage, les bordereaux d'échanges des effluents, les bons d'enlèvements d'équarrissage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Dispositions générales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

**Constats :**

Conforme, les abords des bâtiments sont entretenus et propres.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Généralités**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Abords

**Prescription contrôlée :**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.

**Constats :**

Conforme, toutefois quelques plants d'ambrosie sont aux abords du puits, absence de poussières aux abords des bâtiments et dans les locaux. Des postes d'appâtage sont régulièrement déposés le long des bâtiments. L'exploitant a présenté son plan de lutte contre les rongeurs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Dispositions constructives**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

**Constats :**

Conforme, les installations sont accessibles par les services de secours.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Dispositions constructives**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés :- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Constats :**

Conforme, la protection externe incendie est assurée par une réserve souple disposée entre les bâtiments 4 et 5. Concernant la protection interne incendie, la vérification des extincteurs a eu lieu le 04/11/23.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Dispositif de prévention des accidents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14



<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
<b>Constats :</b>  Conforme, la vérification des installations électriques a été réalisée le 20/12/2023. Aucune non conformité n'est relevée dans le rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Collecte et stockage des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b>  Conforme, les effluents sont collectés le long des bâtiments.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Emissions dans l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31 > I.
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Abords
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bâtiments sont correctement ventilés. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage. En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.
<b>Constats :</b>

Conforme, absence d'accumulation de poussières sur les systèmes de ventilation et face aux sorties des extracteurs d'air pour les 5 bâtiments de volailles et l'atelier cunicole. Les voies de circulations sont propres.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Déchets et sous-produits animaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;- trier, recycler, valoriser ses déchets ;- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

**Constats :**

Conforme, le stockage de déchets est limité sur le site avec une partie ferraille et une partie végétale. Ces dépôts restent suffisamment loin des bâtiments de production.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Déchets et sous-produits animaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

**Constats :**

Conforme, l'exploitant a présenté à l'inspection les bons d'enlèvements d'équarrissage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Déchets et sous-produits animaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.

**Constats :**

Conforme, absence de traces de brûlage sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effluents d'élevage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :1. Les superficies effectivement épandues ;3. Les dates d'épandage ;4. La nature des cultures ;5. Les rendements des cultures ;6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les trois repreneurs d'effluents étaient présents le jour de l'inspection. L'ensemble des enregistrements est tenu dans l'application mes parcelles.</p> <p>Les enregistrements des repreneurs sont réguliers, toutefois quelques parcelles sont susceptibles d'être surfertilisées lorsque les doses apportées sont supérieures à la fumure. L'exploitant viellera à justifier les dosages supérieurs et à reporter les excédents à la prochaine campagne de fumure.</p> <p>Enregistrement de Monsieur J. : îlot 9 p20</p> <p>Enregistrement Monsieur P. : Îlots 57 p59, 14 p75, 62 p123, 32 p125, 22 p127, 39p148 et 2 p170</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Installations classées au titre de la rubrique 3660**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclarations d'émissions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : (4718) Gaz inflammables liquéfiés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dossier installation classée
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>- vérification de la quantité présente sur site au regard de la quantité déclarée, en tenant compte</p>



du volume de remplissage maximal de chaque réservoir ou récipient à pression transportable.
<b>Constats :</b>  Conforme, 4 cuves de gaz sont installées et entretenues contractuellement par un prestataire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : (4718) Gaz inflammables liquéfiés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dossier installation classée
<b>Prescription contrôlée :</b>  - l'installation n'est pas implantée en sous-sol. - absence de locaux habités ou occupés par des tiers au-dessus ou au-dessous de l'installation.
<b>Constats :</b>  Conforme, les citernes sont installées sur le sol.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : (4718) Gaz inflammables liquéfiés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dossier installation classée
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le stockage de gaz inflammable liquéfié est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Il est desservi, sur au moins une face, par une voie-engin..
<b>Constats :</b>  Conforme, les services d'incendie et de secours peuvent directement accéder aux citernes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : (4718) Gaz inflammables liquéfiés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dossier installation classée
<b>Prescription contrôlée :</b>  - présentation du document de recensement et du plan général avec les zones de danger.
<b>Constats :</b>  Conforme, pas d'évolution par rapport à la précédente inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

